



N°1250
22 décembre 2023
au 11 janvier 2024



Focus

L'accélération des départs à la retraite : nouveau défi pour les collectivités territoriales ? / Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Banque Postale
CNFPT, 12/2023, 27 p

https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2023-12/2023_ETUDE_depart_retraite_LaPoste-INET.pdf

La Banque Postale et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale présentent une étude sur le défi que représente, pour les collectivités territoriales, l'accélération des départs à la retraite de leurs agents. Cette étude, réalisée par un groupe d'élèves administrateurs de l'Institut national des études territoriales (INET) et pilotée par la banque, s'articule en trois parties : la première est un diagnostic quantitatif du périmètre d'agents et de collectivités concernés par cette vague de départs à la retraite.

La deuxième exploite le contenu des entretiens réalisés avec 33 collectivités sur les enjeux correspondants. La dernière partie expose les bonnes pratiques qui ont pu être identifiées et dont pourrait s'inspirer l'ensemble des acteurs locaux.

Violences faites aux femmes : quels rôles pour les DRH et les managers ?

ONU - Association nationale des DRH, 2023, 36 p.

<https://www.andrh.fr/article/guide-andrh-x-onu-femmes-france-violences-faites-aux-femmes-quels->

Son objectif est avant tout de fournir aux DRH, aux managers, et à toute personne soucieuse de contribuer à un environnement de travail plus sûr, une boussole de référence pour qu'ils puissent mieux traiter le sujet dans leurs organisations et prodiguer aux victimes les orientations et les soutiens dont elles ont besoin dans ces épreuves.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Les inégalités sociales et territoriales freinent les élèves dans la poursuite de leurs études

Maire-info.com, 09/01/2024

<https://www.maire-info.com/jeunesse/les-inegalites-sociales-territoriales-freinent-les-eleves-dans-la->

Une étude réalisée pour six associations spécialisées dans l'égalité des chances met en lumière la difficulté des élèves des territoires ruraux et des quartiers populaires à se projeter dans les études supérieures.

<https://www.institut-viavoice.com/les-inegalites-en-matiere-dorientation-scolaire/>

Accueil, protocole. . . les agents en préparation olympique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/905915/accueil-protocole-les-agent-en-preparation->

Dans six mois débiteront les Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Pour les collectivités hôtes d'épreuves, l'accent est mis sur la formation d'agents à l'accueil et à la gestion du public.



Quand les collégiens jouent les apprentis cuisiniers

Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 04/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/905877>

Le département de la Sarthe organise le défi « éco-marmiton », où les collégiens s'affrontent autour d'un projet associant développement durable et cuisine.

Les enjeux de l'économie du sport en France : quel modèle d'organisation pour quelles conséquences sociétales ?

Vie-publique.fr, 28/12/2023

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/292482-les-enjeux-de-leconomie-du-sport-en-france->

Pas plus de 3% du PIB français, mais une contribution incontestable à l'amélioration du bien-être des Français. Les fonctions bénéfiques du sport sont la raison d'être des politiques sportives. Comment les préserver dans un contexte économique et organisationnel en forte mutation ?

Sommaire :

- Un poids économique à stabiliser
- Un impact social à consolider
- Un système pyramidal à préserver
- Un modèle associatif à perfectionner

Le vade-mecum du ministère de l'Éducation nationale sur la laïcité à l'école mis à jour

Banquedesterritoires.fr, 13/12/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-vade-mecum-du-ministere-de-leducation-nationale-sur-la-laicite>

Quelques mois après l'interdiction du port de vêtements constituant une manifestation ostensible d'appartenance religieuse à l'école, le ministère de l'Éducation nationale vient de mettre en ligne une nouvelle version de son vade-mecum "La laïcité à l'école".

Si son contenu est très proche de la précédente version datant d'octobre 2020, avec vingt-trois fiches thématiques répondant chacune à des questions très précises, quelques nuances font leur apparition.

<https://eduscol.education.fr/document/1609/download?attachment=>

PHARE : un programme de lutte contre le harcèlement à l'école

Bulletin officiel de l'Éducation Nationale, 12/2023

<https://www.education.gouv.fr/non-au-harcelement/phare-un-programme-de-lutte-contre>

Le programme de lutte contre le harcèlement à l'école, PHARE, est un plan global de prévention et de traitement des situations de harcèlement. Mis en place depuis 2021, généralisé aux écoles et collèges à la rentrée 2022, il est étendu aux lycées depuis la rentrée 2023. 100 % des écoles et établissements mettent en œuvre ce programme.

[Retour sommaire](#)

Aménagement et développement des territoires



Les familles mises au défi de se passer de leur voiture

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267790/les-familles-mises-au-defide-se-passer-de->

Grand Besançon métropole (Doubs) 68 communes 196 300 hab.

L'opérateur Keolis a proposé à des automobilistes de la métropole de ne pas utiliser leur voiture durant un mois en leur fournissant un kit « mobilité ».

Adapter les villes aux inondations : Un séminaire pour échanger les expériences entre collectivités

Cerema.fr, 20/12/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/adapter-villes-aux-inondations-seminaire-echanger>

Un séminaire sur l'adaptation des villes aux risques inondations a été organisé le 24 octobre 2023 à Dax par le Cerema, la Direction Générale de la Prévention des Risques et le PUCA, dans la continuité du concours d'idée AMITER sur l'aménagement résilient en zone inondable. Les échanges ont été l'occasion de partager des retours d'expérience de collectivités et d'aborder les leviers l'aménagement résilient en zone inondable.

A Angers, Belle-Beille remet en cause les usages

Urbanisme, 12/2023, n° Hors-série 78, p. 30-31

A Angers, l'écoquartier Belle-Beille doit faire la démonstration d'une transition écologique qui donne envie. Ce quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), situé à l'ouest du centre-ville, poursuit sa mue sur près de 200 hectares. Le projet de renouvellement social et urbain dont il fait l'objet rappelle qu'une transformation techniquement réussie s'accompagne forcément d'un changement des usages.

Renaturer les quartiers politiques de la ville

Traits urbains, 12/2023, n° 140, p. 50-51

Une étude de l'Institut Paris Region détaille l'important potentiel des quartiers de la politique de la ville, les QPV, pour la montée en puissance de la nature en ville.

La politique de la ville au défi de la transformation écologique [Dossier]

Urbanisme, 12/2023, n° Hors-série 78, 74 p.

Les quartiers populaires, et notamment ceux qui relèvent de la politique de la ville, font l'objet d'une attention particulière et d'un investissement important de l'Etat, des collectivités et de l'ensemble de leurs partenaires -au premier rang la Caisse des Dépôts et la Banque des Territoires- depuis près de quarante ans, augmentés depuis 2003 par la création de l'Anru.

Les premiers projets de renouvellement urbain de ces quartiers ont -de l'avis général- trop porté sur les problématiques bâtementaires et les opérations de démolition/reconstruction ; un travers corrigé avec la deuxième génération de projets qui ont mieux intégré les questions d'accès à l'emploi, aux équipements publics, de mobilité, notamment. Mais sans pour autant se révéler par leurs effets, à la hauteur des enjeux de ces quartiers.

Aujourd'hui, une nouvelle ère de projets est mise en oeuvre, ou sur le point de l'être, visant à intégrer ces quartiers dans le droit commun de la ville ordinaire pour y assigner les mêmes objectifs et en tirer les meilleurs résultats. Ces projets structurés autour du thème de "résilience" ont pour objectif de réparer ces quartiers, pour réparer la ville elle-même et améliorer les conditions de vie de leurs habitants en même temps que celles de la ville et du territoire.

Ce changement d'approche se révèle extrêmement riche et prometteur.

Parce qu'il établit la démonstration que ces quartiers présentent de nombreuses qualités intrinsèques qui permettent de les engager résolument dans les transitions, souvent de façon contre-intuitive : la densité, les espaces libres, qui étaient considérés comme des handicaps et qui ont conduit aux démolitions ou résidentialisant, sont désormais perçus comme des atouts.

Mais, surtout, il révèle leur extraordinaire potentiel humain au travers de mobilisations et initiatives, témoignant d'une ouverture qui mérité aujourd'hui d'être portée en exemple.

Telle est bien l'ambition du présent hors-série.

[Retour sommaire](#)

Habitat : comment réussir la décentralisation ? [Dossier]

Intercommunalités, 12/2023, n° 288, p. 8-17

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-intercommunalites-288-decembre-2023>

Pas un débat, pas un colloque sans que ne soit évoquée la question de la décentralisation des politiques de l'habitat. Si le thème se trouvait déjà dans les propos du candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron, le nouveau ministre du logement Patrice Vergriete semble s'être pleinement investi du sujet. Un projet de loi de décentralisation du logement est envisagé pour le premier trimestre 2024 : décryptage.

Urbanisme : appliquer la dématérialisation

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 44-45

Depuis 2022, les services instructeurs gèrent les demandes d'autorisation d'urbanisme par voie électronique. Retours d'expérience.

Loi industrie verte : ce qui concerne les collectivités

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 52-53

Parce qu'elle cherche à accélérer et faciliter les implantations industrielles, verdir la commande publique et réhabiliter les friches, plusieurs mesures de la loi dite Industrie verte concernent les collectivités.

En balade avec une responsable vélo

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 60-61

Très engagé dans une politique vélo, le département de Loire-Atlantique veut développer les aménagements cyclables pour relier les intercommunalités et inciter à la pratique. Rencontre toute une journée avec Valérie Bréhier-Jaunatre, responsable de la mission vélo.

Ferrocampus, au service de l'expérimentation

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 24-25

L'association Ferrocampus travaille à faire émerger un pôle d'innovation et de transfert de technologie, de formation et de promotion de la filière ferroviaire à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine.

Vers un habitat du mieux vivre [Dossier]

Traits urbains, 12/2023, n° 140, p. 22-32

Les périodes de confinement pendant la pandémie de Covid ont servi de révélateur au rôle primordial de l'habitat dans le bien-vivre en ville. Un constat étayé par le rapport Girometti-Leclercq sur la qualité du logement. Deux à trois ans plus tard, la conception des opérations résidentielles a connu des inflexions visibles, accentuées par la prise de conscience généralisée, parmi les professionnels de l'urbain, sur l'impératif d'adaptation au dérèglement climatique. L'anticipation du confort d'été, l'insertion de la végétation au plus proche des logements, et la recherche de convivialité sont des tendances qui s'intensifient, quel que soit le terrain support des opérations, du cœur de bourg à la zone industrielle en renouvellement. Exemples à Angers, Montpellier, Olivet et Châtillon.

Culture

"La bibliothèque dans la cité" : l'enquête

Livres hebdo, 01/2024, n° 38, p. 28-37

Fin juin 2023, la mort d'un jeune de banlieue a causé des émeutes dans 500 communes françaises. Les médiathèques n'ont pas été épargnées. Pourtant, elles travaillent au quotidien à l'inclusion de tous. Étaient-elles prises pour cible ? Comment expliquer ces situations de crise et y répondre ?

[↩ Retour sommaire](#)

Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture / Ministère de la Culture, 12/2023, 64 p

<https://www.culture.gouv.fr/fr/Thematiques/Transition-ecologique/Guide-d-orientation-et-d-inspiration->

Les musées disposent désormais d'un document stratégique de premier plan conçu par le ministère de la Culture : le Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture. Ce guide est assorti de nombreux objectifs chiffrés parmi lesquels le fait que « chaque structure culturelle dispose d'un bilan ou d'un référentiel carbone à l'horizon 2025 ».

Au sommaire :

- Musée d'Orsay, une démarche écoresponsable
- Musées de Reims, un plan de transition écologique consolidé
- Muséum d'Orléans : le développement durable au musée, engagement ou militantisme ?
- Musée et centre d'art de Digne-les-Bains, le développement durable entre tourisme vert et rayonnement territorial

Loisirs des villes, loisirs des champs ? - L'accès à l'offre et aux loisirs culturels dépend du lieu de résidence mais aussi des caractéristiques sociales des individus

Culture études, 2023, n° 5, p. 1-32

<https://www.cairn.info/revue-culture-etudes-2023-5-page-1.htm?contenu=article>

Les loisirs des urbains et ceux des ruraux sont-ils de nature et d'intensité comparables ? En d'autres termes, vivre en ville ou à la campagne dessine-t-il des univers de loisir différents ? L'enquête sur les pratiques culturelles de la population menée en 2018, croisée avec la grille communale de densité qui caractérise les territoires, permet d'approcher des caractéristiques selon le lieu de résidence de la population. Celles-ci sont établies à partir de l'observation d'une quinzaine de pratiques relevant des loisirs culturels (sorties au musée, au spectacle, en festival, à la bibliothèque ou encore au cinéma), médiatiques (écouter la radio, des podcasts ou regarder la télévision) et ordinaires (activités d'autoproduction comme bricoler, tricoter, jardiner ou cuisiner). L'étude mobilise également des indicateurs de proximité des personnes aux équipements culturels selon le type de territoire où ils résident. Ainsi, les habitants de l'urbain dense et ceux du rural dispersé et très dispersé se distinguent par les activités de loisir qu'ils pratiquent pendant leur temps libre. La sortie culturelle au musée ou au spectacle, liée en partie à un effet d'équipement, est ainsi moins prisée des habitants du rural, lesquels sont plus nombreux à écouter la radio et à regarder la télévision que ceux de l'urbain dense. Bien que les bibliothèques et les cinémas soient les premiers équipements culturels de proximité, leur fréquentation reste liée au niveau de diplôme et à la catégorie socioprofessionnelle, cumulés à un net effet territorial. À l'inverse, la fréquentation de festivals, présents sur l'ensemble du territoire, n'a pas d'effet territorial discriminant pour les ruraux. Tout comme pour les autres activités d'autoproduction que sont le bricolage, le jardinage ou les travaux d'aiguille, les ruraux et les cadres sont, dans l'ensemble, plus engagés dans la pratique que les urbains ou les ouvriers. Aux caractéristiques sociales des individus s'ajoute donc un effet territorial plus ou moins marqué selon les activités. L'éloignement des centres urbains, où se concentrent l'offre culturelle et les services, explique en partie cet effet territorial, qui concerne cependant moins les cadres et les diplômés du supérieur.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Eric Landot : "Selon un juge, la lisibilité d'un texte peut être altérée par l'utilisation de l'écriture inclusive"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 52

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267840/-selon-un-juge-la-lisibilite-d-un-texte-peut-etre>

L'avocat Eric Landot a publié sur son blog un état des lieux juridique sur l'écriture inclusive. Alors qu'une proposition de loi "anti-écriture dite "inclusive"" est au Parlement, petit rappel du cadre juridique instable mais applicable.

[Retour sommaire](#)



Commande publique : Un outil de mesure des prestations créé en interne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/905738/a-la-metropole-de-lyon-un-outil-de-mesure->

Métropole de Lyon 59 communes - 1,42 million d'hab.

L'évaluation de l'exécution des marchés est une priorité qui impose aux acheteurs de mettre en place des outils formatés.

Les 51 textes officiels qu'il ne fallait pas manquer durant la trêve des confiseurs

Lagazettedescommunes.com, 02/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/905690/les-51-textes-officiels-quil-ne-fallait-pas-manquer>

Les publications du Journal officiel en cette fin d'année 2023 se sont surpassées ! 51 textes intéressants les collectivités territoriales ont été publiés entre le 22 et le 31 décembre. La Gazette des communes en dresse la liste pour bien débuter l'année 2024.

Droit des marchés publics : les principales évolutions / CEDEF

Economie.gouv.fr, 29/12/2023

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/droit-des-marches-publics>

Réforme de la commande publique, seuils de l'achat public, délais de paiement. . . notre fiche fait le point sur l'actualité du droit des marchés publics.

Être maire de ville moyenne : expériences bretonnes

Metropolitiques.eu, 18/12/2023

<https://metropolitiques.eu/Etre-maire-de-ville-moyenne-experiences-bretonnes.html>

Placée au cœur des programmes de revitalisation et de transition écologique, la figure du maire est centrale dans les villes moyennes. À partir d'une enquête conduite en Bretagne, Hélène Martin-Brelot et Maïlys Créach exposent leurs préoccupations et les défis démocratiques et environnementaux qu'ils doivent relever.

Focus sur l'enquête administrative dans la fonction publique territoriale

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2023, n° 12, p. 673-677

"Le présent article propose de faire le point, de manière synthétique, sur l'utilisation de la procédure de l'enquête administrative par les collectivités, afin, puisqu'on ne "s'improvise" pas enquêteurs, d'éclairer les "Sherlock Holmes" territoriaux sur les risques associés à cette activité"

https://www.cdg31.fr/sites/default/files/enquete_administrative.pdf

Établir et contester le décompte général

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 12/2023, n° 248, p. 13-51

Au sommaire :

- Les caractéristiques du décompte général par Didier Girard
- Unicité, indivisibilité, intangibilité du DGD : quelles conséquences ? par Florian Mokhtar
- Les difficultés susceptibles d'intervenir lors de la conclusion du solde du marché par Florence David
- Le maître d'œuvre et l'exécution financière des travaux par Émeric Morice et Antoine Heuzé
- Acceptation et contestation du décompte général par Mathilde du Besset et Marie Stass
- DGD tacite : à quelles conditions ? par Guillaume Gauch et Alice LArmet
- Le délai de transmission du projet de décompte final par Ugo Fekri et Guillaume Geffroy
- Les modalités de recours contre le décompte général par Pierre-Alain Mogenier
- Établissement et contestation du décompte de liquidation dans le cadre d'une résiliation par Antonin Gras

Publication du recueil pratique : promouvoir l'égalité femmes-hommes dans la commande publique / Centre Hubertine Auclert, GIP Maximilien, 22/09/2023

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/actualites/publication-du-recueil-pratique-promouvoir-egalite>

Le Centre Hubertine Auclert et le GIP Maximilien travaillent depuis plusieurs années à l'accompagnement des acheteurs publics pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans l'écriture des marchés publics.

Ils ont établi des fiches pour les professionnel·les en lien avec les marchés publics

[☞ Retour sommaire](#)

Emploi/Formation

Apprentissage au sein de la fonction publique territoriale : financements pour 2024

Centre info, 09/01/2023

<https://www.centre-info.fr/site-droit-formation/actualites-droit/apprentissage-au-sein-de-la-fonction->

Pour faire face à l'afflux du nombre d'apprentis recrutés au sein de la fonction publique territoriale, le CNFPT met en place pour cette année 2024 une nouvelle procédure de financements à destination des employeurs de la fonction publique territoriale. Ces employeurs doivent participer au recensement des intentions de recrutement. Aussi, les financements sont priorisés sur des métiers en tension.

Agents publics : Accompagnement personnalisé et formation

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267836/accompagnement-personnalise-et-formation>

- Définition

Le décret du 22 juillet 2022 définit les modalités de l'action de formation et d'accompagnement au bénéfice de l'évolution professionnelle des agents publics.

- Bénéficiaires

Tout agent public relevant de la catégorie C n'ayant pas obtenu un diplôme de niveau IV, ainsi que ceux exposés à un risque d'usure professionnelle sont concernés.

- Priorité

Le décret offre un accès prioritaire aux actions de formation de perfectionnement, notamment en langue française, et de préparation aux concours.

Accueil, protocole. . . les agents en préparation olympique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/905915/accueil-protocole-les-agent-en-preparation>

Dans six mois débiteront les Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Pour les collectivités hôtes d'épreuves, l'accent est mis sur la formation d'agents à l'accueil et à la gestion du public.

CNFPT : formation des agents publics occupant un emploi de secrétaire général de mairie

Centre info, 04/01/2024

<https://www.centre-info.fr/site-droit-formation/actualites-droit/cnfpt-formation-des-agent-publics->

Une nouvelle mission pour le centre national de la fonction publique territoriale

La formation professionnelle face au paradoxe de la numérisation sobre

Info formation (L'), 01/01/2024, n° 1067, p. 24-25

Comment articuler les injonctions à développer la "formation tout au long de la vie", à numériser les formations et à intégrer la sobriété dans les pratiques ? Deux sociologues du travail, Anca Boboc et Jean-Luc Metzger, nous apportent leur éclairage sur le paradoxe de la numérisation sobre.

Comment faire sa veille en formation ? / DIEBOLD Stéphane

FormaRadio, 2024, 55,57 mn

<https://formaradio.fr/comment-faire-sa-veille-en-formation>

Outils et astuces pour construire la veille en formation.

Quelle offre de formation pour les agents territoriaux ?

lettreducadre.fr, 26/12/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/quelle-offre-de-formation-pour-les-agent-territoriaux.54424?>

La loi TFP de 2007 a profondément réformé le droit à la formation des agents territoriaux, en introduisant le principe de droit à la formation tout au long de la vie. Les différents dispositifs qui composent de droit restent souvent méconnus des agents et de leurs collectivités. On fait le point.

Plein emploi : les principales mesures de la loi

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 60-61

Création de France travail, d'un réseau pour l'emploi, contrat d'engagement pour les demandeurs d'emploi, création d'un service public de la petite enfance : le point sur les dispositions clés de ce texte.

[↩ Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

Loi de finances pour 2024 : les principales dispositions intéressant le monde local

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 08/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/906299/loi-de-finances-pour-2024-les-principales>

Texte un peu déroutant que cette loi de finances pour 2024 qui mêle coup de pouce en faveur du monde local (avec un nouvel abondement de la dotation globale de fonctionnement du bloc communal et majoration du fonds vert), mesures d'affichage (systématisation des « budgets verts ») et dispositions très techniques (réforme des indicateurs de richesse départementaux) - tout en reportant les mesures d'encadrement que le nouveau cadre budgétaire européen ne manquera pas d'imposer. La présente fiche, rédigée après la première lecture par les deux chambres, et sans prétendre à l'exhaustivité compte tenu de son format, s'efforce d'en faire la synthèse.

1er janvier 2024 : les collectivités basculent dans la M57

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 29/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/904612>

Le 1er janvier 2024 signe la généralisation de l'instruction budgétaire et comptable M57 à l'ensemble des collectivités territoriales. Au-delà de la transposition technique des lignes de compte, ce passage à la nouvelle nomenclature induit une meilleure appropriation de la culture comptable et s'accompagne de la remise au goût du jour de chantiers connexes de fiabilisation des comptes.

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 est publiée

Lagazettedescommunes.com, 19/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/904282/la-loi-de-programmation-des-finances-publiques->

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 est parue au Journal officiel du 19 décembre. Elle définit la trajectoire pluriannuelle des finances publiques jusqu'en 2027. Certaines de ses dispositions concernent les collectivités territoriales.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048581885>

Analyse financière d'une collectivité territoriale (2)

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 18/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/899568/analyse-financiere-dune-collectivite-territoriale-2/>

La précédente fiche présentait les étapes préalables à la construction d'une analyse financière rétrospective d'une collectivité. La présente fiche indique comment réaliser une analyse prospective et l'utiliser, notamment grâce à des ratios financiers.

Guide du budgétaire 2023 / Direction du budget

Ministère de l'économie et des finances, 2023, 158 p.

https://www.budget.gouv.fr/reperes/vie_de_la_db/articles/guide-du-budgetaire-2023

La direction du Budget rend public son « Guide du budgétaire ». Ce document de référence, bien connu des budgétaires en poste ou passés par la DB, permettra à tous ceux qui s'intéressent aux finances publiques, au budget de l'État et aux enjeux budgétaires d'appréhender, tant en théorie qu'en pratique, les principales missions de la direction du Budget, les métiers et processus budgétaires, et plus largement les fondamentaux de la gestion publique.

Fonction publique/Statut

Violences contre les élus : ouverture d'un « guichet psychologique »

Maire-info.com, 09/01/2024

<https://www.maire-info.com/violentes-faites-aux-elus/violences-contre-les-elus-ouverture-dun-guichet->

Annoncé lors du forum sur les violences faites aux élus, organisé le 23 novembre dans le cadre du 105^e Congrès de l'AMF, le gouvernement officialise la création d'un numéro téléphonique pour soutenir les élus victimes d'agression et leurs proches, en partenariat avec France victimes.

[Retour sommaire](#)

Deux centres de gestions s'associent pour parler autrement des métiers de la territoriale

lettreducadre.fr, 08/01/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/deux-centres-de-gestions-s-associent-pour-parler-autrement-des->

Les centres de gestion de Loire Atlantique et de Vendée ont conclu l'an dernier un partenariat avec l'université de Nantes afin de mettre en avant la kyrielle de métiers dans la fonction publique locale.

Les éducateurs des activités physiques et sportives (Dix questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 26-27

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267741/les-educateurs-des-activites-physiques->

- Accès

Des concours (externes, internes, troisième voie) ainsi que la promotion interne permettent l'accès au 1er ou au 2e grade du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives (APS).

- Stage

Le stage des lauréats des concours est de un an, une dispense étant possible pour ceux déjà éducateurs des APS titulaires. S'agissant des agents issus de la promotion interne, il dure six mois.

- Natation

Lorsqu'ils travaillent dans une piscine, les éducateurs territoriaux des APS peuvent être chefs de bassin. Pour les activités de natation, un titre de maître-nageur sauveteur est requis.

40 ans du statut : L'Etat et la territoriale, si proches, si loin

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267746/l-etat-et-la-territoriale-si-proches-si-loin>

- Anniversaire

La fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale célèbrent en ce début d'année, les 11 et 26 janvier, leurs 40 ans d'existence. Leurs deux statuts ont, malgré les intentions de départ, rapidement été nettement distingués.

- Complexe d'infériorité

La distinction s'opère toujours au travers de textes réglementaires aux contenus différents et aux mises en application différées. Cela n'aide pas la FPT à dépasser son complexe d'infériorité, qui date de plus de quarante ans. Mais elle défend son particularisme.

- Alliance

Face à leurs difficultés communes de recrutement et d'usure professionnelle des agents, la coopération est de mise. FPE et FPT travaillent de concert pour se faire mieux connaître du grand public et faciliter les mobilités interservants. Les attentes sont là.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267749/le-match-amical-de-l-excellence->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267752/l-alignement-des-salaires-et-des>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267755/dans-les-coulisses-de-la-fabrique>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267759/comites-locaux-de-l-emploi-public->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267763/on-ne-ra-rape-jamais-deux-ans->

Réforme de la fonction publique : les employeurs territoriaux font entendre leur voix

Lagazettedescommunes.com, 05/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/901379/reforme-de-la-fonction-publique-les-employeurs->

"La Gazette" s'est procuré la contribution des employeurs territoriaux au chantier de la future réforme de la fonction publique, portée par Stanislas Guerini et qui devrait être dévoilée en février prochain. Le document permet de rappeler une nouvelle fois au gouvernement que la territoriale n'est pas une fonction publique comme les autres.

Promotion interne, grilles indiciaires, CET, jour de carence... : ce qui change au 1er janvier 2024

Weka.fr, 02/01/2024

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/promotion-interne-grilles-indiciaires-cet-jour-de->

De nouvelles mesures RH entrent en vigueur le 1er janvier 2024, dont les règles de promotion interne, la revalorisation des grilles indiciaires, la rémunération des jours épargnés sur un CET.

[Retour sommaire](#)

Consultation Fonction Publique + sur les conditions de travail des agents : découvrez les premiers résultats / Ministère de la Transformation et de la Fonction Publiques, 06/12/2023

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-actualites/consultation-fonction-publique-sur-les->

Après avoir lancé en juin 2023 une grande consultation auprès de tous les agents publics qui portait sur les relations managériales, le cadre et les conditions de travail, l'accompagnement RH, l'égalité professionnelle ou encore le logement, le ministre Stanislas Guerini en a dévoilé les résultats le 14 novembre dernier lors d'un webinaire.

La fin des "lois Le Pors" par l'avènement d'un droit public du travail ?

Droit administratif, 12/2023, n° 12, p. 15-24

Un sentiment étrange peut envahir le lecteur au moment de "fêter" l'anniversaire des lois fondatrices dites "Le Pors", du nom du ministre de la fonction publique ayant porté ces textes au Parlement, des 13 juillet 1983, 11 et 26 janvier 1984 relatives aux fonctions publiques d'Etat et territoriale. En effet, formellement, celles-ci ne sont plus en vigueur en ayant été codifiées au Code général de la fonction publique. Matériellement, ces lois ont été remises en cause d'abord de manière souterraine, puis aujourd'hui plus frontalement notamment par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 dite de "transformation de la fonction publique". De ce point de vue, contrairement à l'esprit statutaire des "lois Le Pors", la situation de l'agent public se rapproche de celle du salarié à la fois du fait de l'expansion du recours au contrat de travail et de l'émergence du recours à la négociation collective. L'alignement n'est toutefois pas total en raison de la persistance concernant ces deux volets d'un droit public dérogatoire au droit du travail pouvant être qualifié de "droit public du travail".

L'indemnisation de la maladie psychique invalidante professionnellement

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 12/2023, n° 12, p. 606-610

Les maladies psychiques représentent officiellement moins de 1 % des maladies professionnelles reconnues. Ce chiffre est cependant sous-estimé car le système de reconnaissance actuel est incapable de prendre en charge ce mal moderne. Aucune maladie, pathologie ou affection psychique ne se trouve inscrite dans les tableaux de maladies professionnelles. Ce n'est que par dérogation, notamment en cas de maladie psychique grave ayant des effets importants sur sa santé, que l'agent public pourra faire reconnaître sa pathologie comme liée au travail. Il en sera ainsi lorsque cette maladie le rend inapte au travail, entraîne un taux d'invalidité permanente partielle (IPP) supérieur à 25 % ou provoque un dommage spécial et anormal. Cette faible reconnaissance artificielle entraîne mécaniquement une faible réparation du fait d'une prise en charge par le régime de l'assurance maladie bien moins avantageuse que par celle de la législation professionnelle.

Le salarié mis à disposition d'un service public, un « citoyen spécial » ?

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 12/2023, n° 12, p. 601-605

Le salarié mis à disposition d'un service public est-il un « citoyen spécial » ? Placé dans une situation hybride, tout en demeurant lié à son employeur initial, il est astreint au respect des obligations déontologiques qui s'imposent à tout agent public, qu'il s'agisse du principe de neutralité ou de l'obligation de réserve. La participation à une mission de service public légitime ainsi que des contraintes particulières lui soient imposées, contraintes dont le contenu et l'intensité semblent être les mêmes que celles qui pèsent sur les agents publics. Cela conduit à une unification des comportements, une situation qui tend aujourd'hui à dépasser le seul cas du salarié mis à disposition pour concerner d'autres salariés de droit privé.

Information/Communication/TIC

Télécommunications : La fermeture du réseau cuivre d'Orange

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267843/la-fermeture-du-reseau-cuivre-d-orange>

Le réseau téléphonique cuivre fermera progressivement jusqu'en 2030, au profit de la fibre optique.

[↩ Retour sommaire](#)

De quoi l'inclusion numérique est-elle le nom ?

TheConversation.com, 27/12/2023

<https://theconversation.com/de-quoi-linclusion-numerique-est-elle-le-nom-219370>

Dans le cadre du Conseil National de la Refondation, le gouvernement français a proposé au printemps 2023 une feuille de route pour l'inclusion numérique intitulée « France Numérique Ensemble ».

Ce programme, structuré autour de 15 engagements se veut opérationnel jusqu'en 2027. Il conduit les acteurs de terrain de l'inclusion numérique, notamment les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif (les structures intermédiaires ayant pour objectif la mise en relation de l'État avec les structures locales), à se rapprocher des préfetures, des conseils départementaux et régionaux, afin de mettre en place des feuilles de route territoriales. Ces documents permettront d'organiser une gouvernance locale et détermineront les leviers d'actions sur les territoires en termes d'inclusion numérique.

Ces relations avec les collectivités territoriales ne sont pas neuves pour les professionnels du champ. Néanmoins, une problématique d'envergure semble se poser concernant la légitimité et la reconnaissance du travail effectué par ces acteurs. Les représentations sur l'inclusion numérique sont assez restrictives et ont tendance à n'inclure qu'une question d'accès aux droits.

IA dans la fonction publique : l'Etat ouvre son CamemBERT, 14/12/2023

<https://www.zdnet.fr/actualites/ia-dans-la-fonction-publique-l-etat-ouvre-son-camembert-39963012.htm>

Après deux mois d'expérimentation dans la fonction publique, le premier bilan des expérimentations est positif. L'IA générative améliore sensiblement la réponse apportée aux usagers. Fort de ce succès, elle sera étendue à d'autres ministères.

Collectivités territoriales et risques cyber [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2023, n° 12, p. 653-672

Au sommaire :

- Sécurité numérique des collectivités territoriales : états des lieux par Brunessen Bertrand et Jean-Nicolas Robin
- Le point sur . . . la prévention des cyberattaques dans les collectivités par Guillaume Morat et Annabelle Richard
- Les cyberattaques et leurs suites par Virginie Besoussan-Brulé et Sophie-Charlotte Vito
- Focus sur . . . le rôle de la CNIL en cas de cyberattaque par Hélène Adda
- Cyberattaques : responsabilités et assurances par Luc Brunet

Le Pays de l'Arbresle tient à son conseiller numérique

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 47

La communauté de communes rhodanienne (17 communes, 39 000 hab.) ne souhaite pas renoncer à ce poste fort utile après deux ans d'expérimentation.

Management/Ressources humaines

Gestion RH : Une réorganisation qui privilégie les choix des agents

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267734/une-reorganisation-qui-privilegie-les-choix->

CU Grand Paris Seine et Oise (Yvelines) 73 communes 1 007 agents - 420 000 hab.

La reprise de compétences par certaines villes a mené l'intercommunalité à revoir l'affectation d'agents.

Fini le flex office pur et dur, place à l'« activity-based working » ?

TheConversation.com, 08/01/2024

<https://theconversation.com/fini-le-flex-office-pur-et-dur-place-a-l-activity-based-working-220441>

Il ne semble à la mode que depuis quelques années : le flex office va-t-il déjà être supplanté ? Critiqué pour de multiples raisons alors qu'il promettait plus de productivité et l'instauration de dynamiques soutenues de travail collectif, il est aussi associé, parfois, à une perte d'identité et de repères pour le salarié.

[↩ Retour sommaire](#)

Métiers en tension dans la FPT : la situation s'aggrave

WEKA le mag, 15/12/2023

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/metiers-en-tension-dans-la-fpt-la-situation->

Dans une étude inédite, le CNFPT a interrogé plus de 4 000 collectivités. Constat : le phénomène des métiers en tension s'enracine et s'élargit. Les services techniques sont les plus impactés. La rémunération et les conditions de travail sont les premiers leviers mis en œuvre par les collectivités mais qui restent peu nombreuses à avoir une stratégie sur leur attractivité.

« Manager la religion au travail » : la délicate gestion d'un « sujet pas comme les autres »

Lemonde.fr, 28/12/2023

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2023/12/28/manager-la-religion-au-travail-la-delicate-gestion->

Dans son nouvel ouvrage, le professeur en sciences de gestion Lionel Honoré montre que face aux faits religieux, le manager de proximité doit être à la recherche d'un « compromis entre le respect de la liberté religieuse du salarié et le maintien de la bonne réalisation du travail ».

Les managers sont responsables de l'engagement des collaborateurs

Cadre-dirigeant-magazine.com, 18/12/2023

<https://www.cadre-dirigeant-magazine.com/manager/les-managers-sont-responsables->

L'engagement des collaborateurs transcende le simple domaine des ressources humaines pour devenir un devoir collectif au sein de toute entreprise. Au cœur de cette responsabilité, les managers jouent un rôle central, non seulement en tant que catalyseurs de motivation et de productivité, mais aussi comme premiers architectes d'une culture d'engagement dynamique. Il est urgent pour les managers d'embrasser activement cette responsabilité pour instaurer une réelle culture d'engagement.

La valorisation des seniors : un impératif pour l'avenir du travail

Myhappyjob.fr, 13/12/2023

<https://www.myhappyjob.fr/la-valorisation-des-seniors-un-imperatif-pour-lavenir-du-travail/>

Dans un paysage professionnel en mutation constante, il est nécessaire de repenser le rôle des travailleurs expérimentés. Car souvent, le potentiel des seniors à contribuer de manière significative et innovante à tous les niveaux de l'écosystème professionnel est négligé. Comment valoriser ces talents ? Réponses dans cette tribune de Christophe Duprat, CEO de Qlower.

Le coaching, un atout pour accompagner les transitions dans les collectivités ?

lettreducadre.fr, 01/12/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-coaching-un-atout-pour-accompagner-les-transitions-dans-les->

Coaching individuel ou collectif, codéveloppement, mentorat, médiation, bilan de compétences... ces outils de plus en plus courants dans l'univers de la fonction publique dépassent le simple registre de la formation pour accompagner les cadres dans l'exercice de leurs fonctions managériales.

Le coaching en particulier, nomme un essor important dans la fonction publique, tant il répond à des besoins forts d'accompagnement des cadres dans les défis auxquels ils sont confrontés. Car les transitions importantes qu'ils doivent mener ne se font pas sans difficultés.

Dans ce dossier, on analyse pourquoi aujourd'hui, les apports du coaching peuvent être si riches. Mais on donne aussi un mode d'emploi : ce qu'est le coaching, ce qu'il n'est pas, comment ça se passe, les différents niveaux d'intervention du coaching, les trois étapes pour réussir (ou rater) son coaching. . .

En voiture !

Organisation du travail [Dossier]

Magazine de l'ANDRH (Le), 12/2023, n° 628, p. 44-54

Comptabilisation de la durée du travail, semaine de 4 jours, évolutions des modalités du télétravail. . . L'organisation du travail n'en finit pas d'évoluer ces derniers temps. Véritables mouvements de fond ou tendances éphémères ?

Découvrez dans ce dossier des décryptages des tendances à l'oeuvre en matière d'organisation du travail et croisez les regards pour mieux cerner les enjeux actuels et futurs du travail.

Enjeu également important à venir pour 2024 : l'anticipation des Jeux Olympiques et paralympiques ! Cet événement d'ampleur, déployé sur une grande partie du territoire national, aura en effet des retombées importantes en matière d'organisation du travail. . .

[Retour sommaire](#)

Faire le pari du collaboratif / Mutuelle Nationale Territoriale

Mutuelle nationale territoriale, 12/2023

<https://collectivites.mnt.fr/actualite/innovation-observatoire-mnt-fait-pari-du-collaboratif>

Le 6 décembre, aux Entretiens territoriaux de Strasbourg, l'Observatoire MNT a dévoilé en avant-première sa nouvelle étude dédiée aux modes de travail collaboratif. Ce 30e Cahier de l'Observatoire MNT s'intéresse à ce mode organisationnel qui séduit de plus en plus de collectivités territoriales souhaitant explorer d'autres modèles managériaux, loin de la culture administrative traditionnelle

Guide pratique SPST (Services de Prévention de Santé au Travail)

Commission nationale de l'informatique et des libertés, 11/2023, 84 p

https://www.cnil.fr/sites/cnil/files/2023-12/cnil_guide_spst_0.pdf

Afin d'accompagner les services de prévention et de santé au travail (SPST) dans leur mise en conformité, la CNIL a élaboré un guide de sensibilisation au règlement général sur la protection des données (RGPD).

Travail connecté, travail désincarné ? Dialogue entre Christophe Catoir et Julia de Funès / MOREAU Anne Sophie, GHERARDI Eric

Philonomist.com, 25/05/2023

<https://www.philonomist.com/fr/dialogue/travail-connecte-travail-desincarne/>

Recrutement, évaluation, télétravail, intelligence artificielle, management des données. . . la technologie transforme le monde du travail en profondeur. Christophe Catoir, président de l'entreprise d'intérim Adecco, et la philosophe Julia de Funès analysent ces mutations et les enjeux qu'elles apportent dans un dialogue éclairant.

Outre-Mer

En Guadeloupe, la voiture est toujours reine

Monde (Le), 09/01/2024, p. 7

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/08/en-guadeloupe-la-voiture-toujours-reine-face->

Malgré les annonces autour de l'amélioration des politiques de mobilité, le mode de déplacement privilégié dans l'archipel reste l'automobile particulière. Un obstacle persistant à la transition écologique.

Anne-Laure Dotte, linguiste calédonienne : « Il suffit d'une génération pour qu'une langue disparaisse » (5/5)

Outremers360.com, 06/01/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-anne-laure-dotte-linguiste-caledonienne>

En matière de langue, tout repose sur la transmission, selon la linguiste calédonienne Anne-Laure Dotte, spécialiste des langues kanak. Pour sauver les dialectes ultramarins menacés, dont beaucoup reposent sur l'oralité, il faut redonner confiance aux parents et aux jeunes locuteurs, qui préfèrent souvent ne pas s'exprimer par peur de se tromper. Entretien avec la chercheuse de l'Université de Nouvelle-Calédonie (UNC).

Langues d'Outre-mer : Le changement climatique menace les dialectes du monde (4/5)

Outremers360.com, 05/01/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-langues-doutre-mer-le-changement->

Changement climatique, déclin de la biodiversité, déconnexion à la nature, montée des eaux, absence de transmission familiale. . . Ces menaces pèsent sur la survie des langues régionales d'Outre-mer. Selon l'Unesco, la moitié des langues parlées dans le monde aujourd'hui pourraient disparaître d'ici 2100 à cause de la crise climatique.

[↩ Retour sommaire](#)

Langues d'Outre-mer : Quelle place à l'école ? (3/5)

Outremers360.com, 04/01/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-langues-doutre-mer-quelle-place-a-lecole>

Votée en 2021, la loi Molac a permis une généralisation de l'enseignement des langues régionales à l'école. Créole, dréhu, reo Tahiti, wallisien, futunien. . . l'apprentissage des dialectes ultramarins reste facultatif. Un choix optionnel pour les élèves comme pour les établissements qui empêche, selon les spécialistes, une meilleure reconnaissance.

Langues d'Outre-mer : Un outil politique pour affirmer son identité (2/5)

Outremers360.com, 03/01/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-langues-doutre-mer-un-outil-politique-pour>

La Collectivité de Martinique souhaite que le créole devienne une langue officielle et le député réunionnais Frédéric Maillot veut l'intégrer au tronc commun dans les programmes scolaires. Ces deux demandes, plus symboliques que réalistes, marquent une volonté de la part des élus d'affirmer l'identité de leur territoire par le biais de la langue.

Langues d'Outre-mer : Se faire une place face à la langue officielle (1/5)

Outremers360.com, 02/01/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-langues-doutre-mer-se-faire-une-place-face>

Parmi les 72 langues régionales françaises, 54 sont parlées dans les Outre-mer. Malgré une grande richesse linguistique, ces dialectes peinent à se faire une place face à l'imposante langue officielle. Le français reste la langue de l'administration, des services publics, des médias, de l'école. . . Pourtant, elle n'est pas pratiquée par l'ensemble des Ultramarins, ce qui pose parfois un problème d'accès aux droits.

Transitions Pro Île-de-France au secours de son homologue à Mayotte

Info formation (L'), 01/01/2024, n° 1067, p. 22-23

Durant douze mois, Transitions Pro Île-de-France instruira les dossiers de Transitions Pro Mayotte, grâce à un partenariat signé mi-novembre 2023. La structure mahoraise affronte une situation difficile, et sa dotation pour 2024 allouée par France compétences ne garantit pas son avenir.

Tempêtes et soleils radieux en Polynésie française - Série

France culture, 2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-tempetes-et-soleils-radieux-en-polynesie>

Douceur de vivre, paysages grandioses et culture polynésienne font rêver. Mais le dérèglement climatique, tout comme l'héritage de Mururoa font planer un risque sur la région. Trois émissions sur les enjeux culturels, géologiques et écologiques de ce « pays » si loin et si proche de la métropole.

Guyane française : un site à la biodiversité unique menacé par un projet d'exploitation

TheConversation.com, 27/12/2023

<https://theconversation.com/guyane-francaise-un-site-a-la-biodiversite-unique-menace-par-un-projet->

Un projet d'exploitation de bois mort va être lancé au détriment de l'écotourisme et de la biodiversité exceptionnelle de ce site tropical.

Villages d'avenir : 15 communes labellisées en Outre-mer

Francetvinfo.fr, 25/12/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/villages-d-avenir-15-communes-labelisees-en-outre-mer->

Quatre localités de Guadeloupe, cinq de Martinique et six de Guyane bénéficieront d'un accompagnement pour développer leurs projets.

A la Réunion, maîtriser la consommation énergétique n'est pas une option

Urbanisme, 12/2023, n° Hors-série 78, p. 54-55

Le grand enjeu du département d'outre-mer est de garder la maîtrise de la consommation globale d'électricité -acheminée, donc plus chère que dans l'Hexagone- dans cette zone non interconnectée au réseau continental.

[↩ Retour sommaire](#)

Corail, l'Observatoire Social des Outre-mer, consulté le 21/12/2023

<https://corail-observatoire-outre-mer.fr/>

Les CCAS et les collectivités locales ont besoin d'informations mais aussi d'aide à la lecture pour faire valoir leurs spécificités et leurs enjeux.

CORAIL est né de ce constat : les réalités sociales ultra marines sont méconnues. Méconnues par les instances nationales mais aussi méconnues par les ultra-marins eux-mêmes. En effet, ces réalités sont souvent intégrées dans le grand ensemble national où elles y sont diluées. Or, les données locales sont indispensables pour le pilotage de politiques publiques au plus près du terrain.

Sciences Humaines/Société

La société face aux avancées des sciences et des techniques : le cas de l'intelligence artificielle et de la génétique / COURTIER-ORGOGOZO Virginie, DEVILLERS Laurence

Futuribles, 01/2024, n° 458, p. 25-44

Les avancées scientifiques et technologiques font régulièrement la une des médias, comme en témoignent, par exemple, les nombreux articles et commentaires autour des progrès de l'intelligence artificielle (IA), en particulier depuis le lancement du célèbre ChatGPT fin 2022.

Cependant, au-delà des anecdotes sur la façon dont peut être utilisé un agent conversationnel comme ChatGPT et sans contester les questions soulevées par ses usages au quotidien, les individus sont-ils bien et suffisamment informés sur cette nouvelle technologie qu'est l'IA ?

Disposent-ils d'une vision claire et précise leur permettant d'envisager les enjeux multiples et majeurs qui s'y rapportent ? De même s'agissant des avancées en matière de génétique : sait-on précisément où en est la recherche et quelles sont les applications potentielles qui pourraient en découler dans les années à venir (y compris grâce à l'IA) ? . . .

Sécurité civile et publique

La police de la publicité est désormais obligatoirement exercée par les maires et les présidents d'intercommunalité

Maire-info.com, 04/01/2023

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=28157>

Depuis le 1er janvier, le pouvoir de police de la publicité a été transféré aux maires, comme le prévoyait la loi Climat et résilience. Le décret d'application permettant l'entrée en vigueur de ces dispositions a été publié in extremis, malgré l'avis défavorable des associations d'élus.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048736420>

Vidéosurveillance - Pourquoi les "hyperviseurs" urbains suscitent engouement et craintes

Monde (Le), 03/01/2024, p. 8-9

Alors que Nîmes a inauguré un centre pour "vidéogérer" la ville, avec des caméras ayant recours à l'intelligence artificielle, d'autres communes sont séduites. Un système qui pose la question de l'utilisation des données.

Nos villes sous l'oeil de l'intelligence artificielle : pourquoi les "hyperviseurs" urbains suscitent engouement et craintes

Monde (Le), 03/01/2024, p. 8-9

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/02/pourquoi-la-promesse-de-videogerer-les-ville-avec>

Sécurité, stationnement, déchets... Nîmes a inauguré, à l'automne 2023, son « hyperviseur urbain ». Alors que la collecte et la circulation des données sont au cœur de ce système, l'antenne locale de la Ligue des droits de l'homme s'inquiète. La CNIL opère des contrôles de ces centres car d'autres villes, comme Dijon, ont déjà fait ce choix.

[Retour sommaire](#)

Services techniques et transitions écologiques

Nos villes doivent être plus perméables : comment le biochar peut être une solution durable face aux inondations

TheConversation.com, 08/01/2024

<https://theconversation.com/nos-villes-doivent-etre-plus-permeables-comment-le-biochar->

Ce sont des images devenues de plus en plus fréquentes en Europe : celles de villes inondées, de maisons sinistrées par la montée des eaux, de populations désemparées par ces épisodes.

Financer la rénovation de l'éclairage public, mode d'emploi

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 36-38

<https://www.lagazettedescommunes.com/905952/financer-la-renovation-de-leclairage-public->

Au-delà de l'objectif de préservation de l'environnement, les économies d'énergie s'imposent aux gestionnaires locaux comme un outil d'optimisation financière. Concernant le parc d'éclairage public, plus il est vétuste et important, plus les économies prennent de l'ampleur et jouent leur effet de levier. Après avoir évalué l'état des installations et les bénéfices attendus, les collectivités déclinent les financements pour réduire la charge de l'investissement.

Changement climatique : un plan départemental de l'eau fédérateur pour préserver la ressource

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267782/un-plan-departemental-de-l-eau-federateur->

POURQUOI ?

La Côte-d'Or fait partie des départements régulièrement touchés par la sécheresse et soumis à des restrictions d'eau dans certaines parties du territoire.

POUR QUI ?

Le plan d'action élaboré concerne les 195 gestionnaires de l'eau, les collectivités, l'Etat, le département et les usagers qui manqueront tous d'eau en 2050 si rien n'est fait.

COMMENT ?

Une étude prospective, conçue selon une méthode totalement repensée, a permis de montrer quelle sera la trajectoire dans les six territoires homogènes identifiés.

Urbanisme et construction : la végétalisation encadrée [suite]

Blog.landot-avocats.net, 29/12/2023

<https://blog.landot-avocats.net/2023/12/29/urbanisme-et-construction-la-vegetalisation-encadree-suite/>

Après quelques réformes et un décret en droit de l'urbanisme, il y a un an. . . voici maintenant les règles en matière de construction pour les végétalisations.

<https://blog.landot-avocats.net/2022/12/28/urbanisme-la-vegetalisation-encadree-par-decret/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048595106>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048707438>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048707418>

L'Ademe accompagne les collectivités dans la mise en œuvre d'une "culture de la sobriété territoriale"

Aef.info, 26/12/2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/704510>

Dans un guide méthodologique publié début décembre, l'Ademe élabore une série de recommandations pour mettre en œuvre une politique de sobriété à l'échelle territoriale. Destinée en priorité aux agents et aux élus des communes et des intercommunalités, cette publication préconise en particulier de débiter la démarche par un diagnostic de la sobriété sur le territoire, de définir des objectifs engageants et des indicateurs clairs, d'y consacrer des moyens et de réaliser une mise en récit pour créer "une culture collective de la sobriété".

Les DST sont sous pression, révèle une étude de l'Inset Montpellier

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 22/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/905184/les-dst-sont-sous-pression-revele-une-etude->

Une étude de l'Inset de Montpellier montre des Directeurs de services techniques (DST) sous pression : normes, dictature de l'immédiateté, perte de poids au sein des collectivités, recrutements difficiles... Notre analyse et les réactions de DST.

[↩ Retour sommaire](#)

Gérer un laboratoire routier en régie (1)

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 22/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/900139/gerer-un-laboratoire-routier-en-regie->

Les chiffres le démontrent : la qualité générale du réseau routier se dégrade régulièrement. À tel point que la Cour des comptes s'en inquiète aussi. En effet, les restrictions budgétaires pesant sur les gestionnaires de voirie pour maintenir voire améliorer leur niveau de service et la baisse d'expertise semblent en grande partie expliquer cette situation. Il est donc important d'optimiser au mieux les crédits disponibles et la gestion ou la mise en place d'un laboratoire routier peut s'avérer extrêmement stratégique dans l'intérêt public. Cette double fiche vise à expliquer le fonctionnement d'un laboratoire routier en régie, ses méthodes et ses enjeux pour sensibiliser chacun à cet outil utile.

Couverture et perméabilisation des parcs de stationnement : l'arrêté est paru

Maire-info.com, 21/12/2023

<https://www.maire-info.com/urbanisme/couverture-permeabilisation-parcs-stationnement>

Un arrêté très attendu a été publié hier au Journal officiel : il fixe les conditions d'application d'un article de la loi Climat et résilience imposant la mise en place d'installations solaires thermiques ou de végétalisation sur les toits de certains bâtiments, notamment les parcs de stationnement.



La Haute-Garonne décarbone ses routes

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 40-41

Auscultation à haut rendement, augmentation du pourcentage de recyclage des enrobés, réduction des températures. . .

De nombreuses solutions existent pour décarboner la construction et l'entretien des routes. Quelques pistes présentées lors d'une journée organisée par le CD31.

Allier ventilation et qualité de l'air intérieur

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 32-34

Préserver la qualité de l'air intérieur des bâtiments est un enjeu de santé publique et de patrimoine. Le cadre réglementaire est complexe, entre bâti existant, dispositif éco-énergie tertiaire, construction neuve, sans oublier les démarches volontaires. Revue de détail.

7 conseils pour . . . concevoir un espace public paysager

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 42-43

Lieux végétalisés, publics ou privés avec un usage collectif, les espaces publics paysagers présentent une grande diversité d'usages et de formes. Leur conception nécessite l'intervention d'une multitude d'acteurs. Au travers d'un guide méthodologique, Plante & cité élabore des recommandations pour mener à bien ce type de projet.

<https://www.nature-en-ville.com/sites/nature-en-ville/files/document/2023->

Vers un habitat du mieux vivre [Dossier]

Traits urbains, 12/2023, n° 140, p. 22-32

Les périodes de confinement pendant la pandémie de Covid ont servi de révélateur au rôle primordial de l'habitat dans le bien-vivre en ville. Un constat étayé par le rapport Girometti-Leclercq sur la qualité du logement. Deux à trois ans plus tard, la conception des opérations résidentielles a connu des inflexions visibles, accentuées par la prise de conscience généralisée, parmi les professionnels de l'urbain, sur l'impératif d'adaptation au dérèglement climatique. L'anticipation du confort d'été, l'insertion de la végétation au plus proche des logements, et la recherche de convivialité sont des tendances qui s'intensifient, quel que soit le terrain support des opérations, du cœur de bourg à la zone industrielle en renouvellement. Exemples à Angers, Montpellier, Olivet et Châtillon.

[Retour sommaire](#)



Le hangar zéro expérimente collectivement le "construire autrement"

Traits urbains, 12/2023, n° 140, p. 55-57

Le Hangar Zéro (comme zéro carbone, zéro déchet et zéro exclu) est un "laboratoire citoyen de la transition écologique". Créé par des militants dans le cadre d'un appel à projets de la Ville du Havre, ce démonstrateur du réemploi et du réusage cherche à créer un écosystème local qui embarque la collectivité et les constructeurs.

La sobriété n'est pas qu'une question énergétique

ADEME Magazine, 12/2023, n° 171, p. 6-11

<https://infos.ademe.fr/magazine-decembre-2023-janvier-2024/dossier>

Axe clé de la transition écologique, la sobriété trouve peu à peu sa place dans toutes les composantes de notre vie quotidienne, de la gestion de l'énergie à celle de l'eau. Mais qu'en est-il de la sobriété appliquée aux matières premières ? Et de sa mise en œuvre dans les entreprises ?

Au sommaire :

- La sobriété matière, une affaire de survie industrielle
- Economie de la fonctionnalité : les grandes entreprises s'y mettent aussi
- Démarche low-tech dans l'industrie normande
- Sobriété dans la gestion : Des millions de palettes en circulation dans le monde

Comment appliquer les limites planétaires aux territoires

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 26-27

Le cadre des limites planétaires propose depuis 2009 une analyse parlante de l'impact des activités humaines sur la Terre. Sa déclinaison à des échelles plus fines est complexe mais suscite une forte prise de conscience.

Énergies renouvelables : planifier pour accélérer

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 17-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/902950/energies-renouvelables-planifier-pour->

L'électrification des usages combinée aux délais de mise en service de futurs réacteurs nucléaires conduit à un « mur énergétique ». Pour le franchir, deux leviers sont actionnés : la sobriété et le développement des énergies renouvelables. Ce dernier volet est le but de la loi d'accélération des énergies renouvelables, votée en mars 2023. Pour accompagner les collectivités dans leurs démarches, le Cerema et l'IGN ont mis en ligne un portail du potentiel local des énergies renouvelables, à l'échelle nationale. Comme un cadastre solaire, mais pour toutes les énergies, et toute la France.

La surélévation pour tirer le logement vers le haut

Traits urbains, 12/2023, n° 140, p. 52-54

La surélévation des bâtiments en ville se développe en France. Face à la raréfaction du foncier, à l'augmentation des demandes de logements ou à l'étalement urbain, cette technique fait partie des solutions possibles.

Sécheresse : une cellule résilience pour s'adapter

Techni.cités, 12/2023, n° 368, p. 39

Face au risque de sécheresse, Angers Loire métropole a mis en place, de mars à novembre 2023, une structure spécifique pour anticiper les crises. Son objectif est de jouer collectif, en entraînant tous les services et toutes les communes.

Réflexivité et dissonance au sein des organisations : Le défi de la transition écologique

Revue française de gestion, 11/2023, n° 313, p. 85-100

Dans cet article, les autrices étudient l'articulation entre la réflexivité individuelle et l'organisation dans le contexte de transition écologique. Basée sur une approche qualitative, leurs résultats montrent que la réflexivité écologique initie un engagement dans la transition écologique à différents niveaux. Cependant, ce processus réflexif introduit également des dissonances au sein des organisations étudiées. Les autrices discutent de ces résultats dans l'optique d'illustrer de manière dynamique le lien entre la réflexivité et la mise en mouvement qu'elle engendre, et l'impact de cette dynamique au sein des organisations.

[↩ Retour sommaire](#)

Verdir ma flotte, un outil d'aide à la décision pour renouveler son véhicule. Comparaison du coût et des émissions des énergies pour des véhicules de transport de marchandises / IFP Energies Nouvelles, 07/2023

<https://bibliothèque.ademe.fr/mobilite-et-transport/6742-verdir-ma-flotte-un-outil-d-aide-a-la-decision-pour->

En juin 2021, cet outil d'aide à la décision avait été mis en ligne sous le nom TCO2 pour accompagner les acteurs du transport de marchandises dans le renouvellement de leur flotte de véhicules routiers. Renommé Verdirmaflotte, il a été enrichi pour répondre à de nouveaux besoins. Pour cela l'empreinte environnementale et le TCO sont comparés pour des carburants fossiles (diesel B7, essence E10, GNV) des biocarburants (B100, HVO et bio-GNC) et des chaînes de traction alternatives électrifiées (véhicules hybrides électriques et tout électriques). L'outil permet désormais cette comparaison pour des véhicules poids lourd et des véhicules utilitaires légers. Verdirmaflotte se présente sous la forme d'une page internet accessible à tous à cette adresse verdirmaflotte.fr, réutilisable par tous (sous la forme d'iframe), ergonomique et pédagogique.

Social/Santé

Des ordinateurs remis à neuf et offerts à des familles précaires

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 08/01/2024, n° 2697, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41267786/des-ordinateurs-remis-a-neuf-et-offerts>

Métropole Rouen Normandie (Seine-Maritime) 71 communes - 496 600 hab.

Appuyée par la métropole, la filière Reboot réemploie du matériel informatique, soutient l'économie sociale et solidaire, et aide des familles dans le besoin.

Politique de la ville : la nouvelle carte des quartiers populaires suscite satisfaction ou inquiétudes

Lemonde.fr, 02/01/2024

<https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/01/02/politique-de-la-ville-la-nouvelle-carte->

Depuis le 1^{er} janvier, la France métropolitaine compte 1 362 quartiers prioritaires de la politique de la ville, une liste annoncée par le ministère de la ville. Cent onze font leur entrée dans cette liste, tandis que quarante en sortent.

Crèches : maltraitance à tous les étages

Alternatives économiques, 01/2024, n° 442, p. 38-41

Pas assez de places, des conditions de travail délétères, trop peu de personnel : assis sur un modèle bancal qui a favorisé l'arrivée d'acteurs privés gourmands, le système français part à vau-l'eau

Les assistants familiaux en 2021 : qui sont-elles ?

DREES - études et résultats, 28/12/2023, n° 1291, 8 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-12/ER1291MAJ281223.pdf>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude sur les assistants familiaux, leur profil socio-démographique, leurs caractéristiques d'emploi et de parcours, ainsi que leurs motivations et satisfactions. Les données présentées dans cet Études et Résultats sont issues de l'enquête nationale sur les assistants familiaux, une enquête ponctuelle menée par la DREES entre mai et juillet 2021 auprès de 5 000 assistants familiaux en France métropolitaine. Cette enquête permet notamment d'analyser l'évolution de cette profession, qui a connu une professionnalisation en 2005, en partie avec la création du diplôme d'État d'assistant familial (DEAF).

La santé au cœur du projet de territoire

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 42

La communauté de communes a créé un pôle de santé pluridisciplinaire. Depuis dix ans, le contrat local de santé se gère à l'échelle du pays. [Hérault]

[↩ Retour sommaire](#)

Petite enfance : un accueil à repenser [Dossier]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 12/2023, n° 374, p. 28-56

Quelle importance les pouvoirs publics accordent-ils aux 0-5 ans ? Poser cette question, c'est bien sûr évoquer les défaillances de nos crèches en proie à de multiples difficultés, du manque de places et de professionnels aux dysfonctionnements de plusieurs établissements d'accueil ayant défrayé la chronique. C'est aussi interroger le manque d'attractivité criant des métiers de la petite enfance et d'une filière à refonder. C'est enfin repenser l'accueil des tout-petits, à travers des structures innovantes comme les maisons d'assistantes maternelles, mais aussi la prise en charge de la classe d'âge intermédiaire des 3-5 ans. . . et l'accompagnement à la parentalité. Notre enquête sur l'investissement financier, humain et social des pouvoirs publics au bénéfice de la petite enfance, l'implication des collectivités pour accueillir au mieux les plus jeunes à la crèche comme dans la ville et nos conseils aux élus locaux pour doper leurs politiques dédiées au premier âge.

Banlieues : enfin l'âge de raison pour la politique de la ville en 2024 ?

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 12/2023, n° 374, p. 8-10

Déterminés à réimpliquer la nation, des élus locaux appellent l'État à panser les plaies des quartiers les plus pauvres. Sans avoir eu pour l'heure gain de cause auprès de l'exécutif . . .

Hébergement d'urgence - Le tri sélectif

Actualités sociales hebdomadaires, 12/2023, n° 3311, p. 30-

Les moyens de mise à l'abri des publics à la rue abondent. Au sein du parc d'hébergement de droit commun, d'un côté, les dispositifs se cumulent et, de l'autre, le nombre et les profils des personnes vulnérables se multiplient. Un parallèle bien installé et des enjeux considérables. Le manque de solutions structurelles et pérennes entrave l'accompagnement de travailleurs sociaux, laissés pour compte, confrontés à des responsabilités douloureuses qui ne devraient pas leur appartenir.

Bastia : lutter contre le non-recours

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 40

Depuis 2020, la commune expérimente le dispositif "Territoires zéro non-recours aux droits". Et ce, pour encore trois ans.

Maltraitance sur personnes vulnérables : un enjeu de qualification [Dossier]

Actualités sociales hebdomadaires, 12/2023, n° 3311, p. 44-50

Les établissements et services médico-sociaux ont l'obligation de signaler aux autorités toute situation de maltraitance envers les personnes accueillies. Si la loi du 7 février 2022 a donné une nouvelle définition de la maltraitance, il est parfois difficile de qualifier certains dysfonctionnements dans la prise en charge de personnes vulnérables : maltraitance ou accident ? Illustration au travers de décisions de justice en la matière.

Société du "bien- vieillir" : les intercommunalités, des partenaires-clés

Intercommunalités, 12/2023, n° 288, p. 20-21

Aujourd'hui, une personne sur cinq est âgée de plus de 65 ans. En 2035, cette proportion concernera un quart de la population française.

Les enjeux d'adaptation de la société au vieillissement relèvent de nombreux champs dont l'habitat, l'accessibilité aux droits et biens essentiels, la santé, la culture, les loisirs, la participation citoyenne. . .

Les inégalités sociales et territoriales sont aussi à prendre en compte dans la conduite de ces politiques.

[↩ Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)